

Discours à la Nation prononcé par le chef de l'Etat la veille du nouvel an 2006

31 décembre 2005.

Sénégalaises, Sénégalais, mes chers compatriotes,

Chers frères et sœurs africains,

Chers enfants, hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Rendons grâce à Dieu, le Tout-Puissant, par la volonté de qui, nous voici, encore une fois, au seuil d'une année nouvelle.

Le Maître des temps et de nos vies, nous a accordé la faveur de traverser ensemble une année, pour nous apprêter à en entamer une nouvelle.

En ce moment-ci, j'ai une pensée pieuse pour ceux qu'il a rappelés à lui. Que nos prières ardentes les accompagnent pour le repos éternel de leur âme.

A ceux parmi nous qui souffrent, quelle qu'en soit la raison, j'adresse tous mes vœux pour que Dieu mette fin rapidement à leurs souffrances. Aux malades, je souhaite un prompt rétablissement afin qu'ils recouvrent la plénitude de leurs moyens.

Mes chers compatriotes,

L'année 2005 s'achève sous de bons auspices pour notre pays et annonce de belles perspectives pour 2006.

Pour la première fois de l'histoire du Sénégal indépendant, nous avons maintenu, pendant deux années successives, un taux de croissance économique supérieur à 6 pour cent, avec une remarquable tenue des finances publiques et une stabilité de notre économie dans un environnement international rendu favorable par le renchérissement considérable du coût de l'énergie.

Mais nous comptons faire plus et mieux avec la mise en œuvre, dès 2006, de la Stratégie de croissance accélérée (SCA) basée sur le renforcement du capital humain et les infrastructures, pour porter notre taux de croissance à plus de 7 pour cent l'an.

Ces performances qui nous valent la confiance de nos partenaires qui viennent d'effacer l'essentiel de nos dettes, sont la preuve que le Sénégal est entre de bonnes mains, pour lesquelles la ligne d'action doit être la bonne gestion macro-économique.

En dehors de cela, nos populations ont apprécié notre volonté de lutte contre la corruption et les gaspillages. Laissez-moi vous rappeler ici que le Sénégal est, à ce jour, le seul pays réunissant 7 des 8 critères de convergence de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, qui sont tous des critères de bonne gestion équilibrée.

Ces performances économiques nous ont également permis d'aller plus avant dans notre politique sociale qui est l'une de nos options fondamentales.

Nous avons pris de mesures d'incitation à la compétitivité des différents secteurs de notre économie, malgré la concurrence souvent faussée de nos partenaires qui n'hésitent pas, parfois, à enfreindre les règles de la concurrence libérale, à de fins égoïstes.

C'est pourquoi, nous saluons les accords de Hong Kong sur les subventions agricoles des pays développés, programmées à disparaître.

La bonne tenue de nos finances publiques qui nous a permis d'aller même plus loin que le doublement de nos ressources budgétaires, sans augmentation d'impôts et sans création de nouveaux impôts, nous a offert la possibilité de créer 15.000 nouveaux postes dans la fonction publique, d'augmenter les salaires des fonctionnaires par deux fois, augmentation suivie de celle du secteur privé. A quoi nous avons ajouté la baisse des impôts sur les entreprises.

Et pour une meilleure justice sociale, j'ai demandé au gouvernement d'entreprendre les réformes nécessaires afin de garantir une égalité de traitement fiscal entre hommes et femmes.

Nous avons pris toutes les dispositions pour recourir aux pluies artificielles, si d'aventure l'hivernage s'avérait mauvais. Mais Dieu, dans sa miséricorde nous a secourus.

La bonne pluviométrie enregistrée cette année constitue un heureux présage pour les années à venir. Elle nous a apporté une nette augmentation de la production, notamment pour les cultures céréalières, l'arachide, le coton et bien d'autres variétés, grâce au programme de diversification de nos cultures, et d'encadrement du monde rural en matière de semences, d'engrais et de matériel agricole.

Le gouvernement qui mise sur la modernisation de l'agriculture continuera d'apporter au monde rural toute l'assistance requise. Cette année le cours mondial de l'arachide nous imposait logiquement de fixer le prix du kilo à 104 francs.

Nous avons refusé cette fatalité et accordé aux paysans une subvention de 46 francs par kilo pour les protéger et ne pas les laisser à la merci des fluctuations des cours mondiaux.

Les inondations massives de certaines localités ont cependant tempéré notre joie. Elles résultent largement de nos négligences et surtout de notre penchant naturel à l'indiscipline.

Nous avons demandé à tous d'éviter de s'installer dans les points bas, emplacements naturels des marais, mais nombreux sont ceux qui persistent à défier les lois de la nature. "Qui s'installe dans la maison de l'eau y sera un jour surpris par l'eau".

Renouvelant cependant l'expression de toute ma compassion aux victimes de ces intempéries, je voudrais les assurer, encore une fois, que nous allons les reloger dans des conditions modernes. Aidez-moi seulement à vous aider à quitter au plus vite ces emplacements pour me permettre l'exécution rapide du Plan "Jaxaay".

Le gouvernement qui a pris à bras le corps ce problème trop longtemps ignoré, restera à vos côtés avec la construction de logements à des prix étudiés, au titre du Plan "Jaxaay" dont le programme d'urgence de 3000 unités déjà lancé, vise, en priorité, les populations actuellement abritées sous des tentes.

Mais rassure-vous, toutes les victimes, sans exception, seront relogées, si possible, avant le prochain hivernage. Le financement étant disponible, j'invite instamment les promoteurs immobiliers à travailler sans relâche tout en veillant sur la qualité.

Les zones inondées ne seront pas abandonnées, mais traitées, assainies et affectées à un usage autre que l'habitat. L'assainissement et la réhabilitation de cette zone se feront sans délai, pour nous épargner une situation pareille à l'avenir.

L'aménagement d'un cadre de vie plus accueillant pour tous, parce que propice au développement, reste au cœur de mes préoccupations. Voilà pourquoi j'ai créé l'Agence de lutte contre les inondations et les bidonvilles.

En réalité, au-delà du Plan "Jaxaay", j'ai instruit le gouvernement de lancer un programme de l'habitat social, sur toute l'étendue du territoire national, qui se résume en ces mots : "une famille, un toit".

D'aucuns le jugeront trop ambitieux, mais je vais leur expliquer. Pendant une période de trois ans, le gouvernement fournira gratuitement aux promoteurs les terrains, procédera à une exemption des droits de douanes et taxes pour tous les matériaux importés entrant dans le cadre de la construction de l'habitat social.

Il doit cependant être entendu que ces mesures ne concernent que l'habitat social dont le coût, compte tenu des avantages indiqués, sera entre 4,5 et 6 à 7 million CFA, y compris l'assainissement et l'adduction d'eau des cités d'implantation.

Pour tous les fonctionnaires et travailleurs de faible revenu, le gouvernement accordera une subvention de 33 pour cent. Autrement dit, le bénéficiaire de cette subvention pourra avoir une maison de 4,5 millions, à 3 millions payables en 10 ans. Celui qui prendra une maison de 6 millions ne paiera que 4 millions en 10 ans. Même les locataires ne sont pas oubliés car nous prévoyons des bâtiments de plusieurs pièces destinées à la location en faveur des célibataires.

Mes chers compatriotes,

Je suis heureux de vous dire ce soir, que les projets dont j'avais fait état, ici même, l'année dernière, ont été réalisés pour certains et avancent à un rythme satisfaisant pour les autres.

Ainsi la construction du pont de Médina Ndiathbé est déjà achevée. Je dois l'inaugurer prochainement. De même que la réhabilitation de celui de Ziguinchor, alors que la livraison de l'échangeur de Malick Sy est prévue au cours du 1er trimestre de 2006.

En ce qui concerne l'autoroute à péage Dakar-Thiès, les travaux de la première phase qui va de Dakar à Diamniadio, ont démarré sur le terrain ; le tronçon Malick Sy-Pikine, sur financement public, devrait être achevé en 2007.

Je rappelle que cet axe routier accueille, à lui seul, 60 pour cent du trafic à la sortie de Dakar, soit environ 40.000 véhicules par jour. La desserte maritime Dakar-Ziguinchor a, quant à elle, repris avec la location du navire le "Willis", en attendant la construction en cours d'un bateau avec un partenaire allemand.

Je veux également vous dire que le FMI a levé toutes les objections contre le nouvel aéroport international Blaise Diagne dont nous allons sans tarder entamer la construction, en partie financée par la Redevance de développement des infrastructures aéroportuaires, déjà entrée en vigueur.

Nous vous donnerons des informations périodiques pour que vous puissiez suivre la réalisation de cet aéroport, dont on dit déjà qu'il sera le plus beau et le plus performant de l'Afrique.

D'autres projets d'infrastructures verront le jour, aussi bien à Dakar que dans les régions, à partir de 2006, comme la route Linguère-Matam, dont le financement est bouclé.

S'agissant en particulier de la mobilité urbaine à Dakar, le renforcement du parc de Dakar dem dikk et le remplacement progressif ces "cars rapides" par des minibus depuis le 5 décembre, donneront à notre capitale un visage plus digne de son standing, en offrant aux usagers de meilleures conditions de transport.

Ce programme sera étendu au secteur des taxis car, là aussi, notre capitale veut faire peau neuve. Le ministre en charge des Transports va entrer en discussions avec les propriétaires des taxis pour trouver un accord. Je voudrais demander à ces derniers de nous faire confiance et d'engager les discussions avec sérénité.

Il s'y ajoute qu'une compagnie de police exclusivement dévolue à la régulation de la circulation de la circulation contribue désormais à améliorer la mobilité urbaine.

Mes chers compatriotes

Mon ambition pour un Sénégal émergent reste encore plus grande que jamais. Dans un environnement international marqué par une compétition impitoyable, aux réalités complexes et sans cesse évolutives, il n'y a guère de place pour l'immobilisme.

Porté par de nouveaux paradigmes, le monde change au quotidien. La dynamique du développement repose, aujourd'hui, plus qu'hier, sur le pragmatisme dans l'approche des problèmes et la vitesse dans l'exécution des tâches. Dans ce contexte, attendre, c'est céder sa place aux autres.

C'est en cultivant en permanence les valeurs essentielles du travail, de la combativité, de l'esprit d'initiative allié à un sens élevé de la discipline, que nous installerons définitivement notre pays dans le cercle des Nations prospères, débarrassées des avatars du sous-développement. C'est cela en réalité la finalité de tout projet de société répondant réellement aux aspirations profondes du peuple sénégalais.

Et c'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai soumis à l'Assemblée nationale, qui l'a accepté, un projet de loi tendant à regrouper les échéances électorales, à la fois pour répondre à l'urgence que constitue le plan "Jaxaay", par souci d'économie budgétaire et aussi pour épargner à notre pays, de s'installer en permanence en campagne électorale, surtout que le mandat présidentiel est réduit à 5 ans. Sans changement, sur cette durée de 5 ans, 3 ans seraient consacrés aux élections et à leurs préparations. Le pays doit trouver le temps du travail, de la concorde et de la réflexion indispensables pour le développement économique et social.

Une démocratie majeure, telle que nous voulons la construire, doit aussi répondre aux exigences d'efficacité, c'est-à-dire à une bonne utilisation du temps et des ressources.

Mais un régime démocratique est toujours perfectible.

La vitalité d'une démocratie moderne c'est aussi l'aménagement d'un espace de concertation entre l'opposition et le pouvoir. Etant moi-même un produit de cette dynamique, je reste naturellement ouvert au dialogue avec l'opposition dans le respect des convictions et ambitions de chacun.

Le monde nous a confié des tâches exceptionnelles, parce qu'il a confiance en notre pays : pour la deuxième fois le Sommet de l'OCI et, peut-être le Sommet du dialogue islamo-chrétien, le premier dans l'histoire depuis l'apparition de nos prophètes sur terre se tiendront au Sénégal. Ces seuls paris qui vont ancrer, pour l'éternité, dans la mémoire de l'humanité, valent que tous se sacrifient pour leur succès. L'objectif étant, pour le dialogue islamo-chrétien, que les dirigeants du monde musulmans et ceux du monde chrétien puissent lancer un message fort aux générations présentes et futures, en puisant dans les enseignements sublimes de l'islam et de la chrétienté la force morale et spirituelle pour vaincre l'incompréhension, la méfiance et l'intolérance si préjudiciables à la coexistence pacifique entre les peuples au-delà de leurs diversités.

Pour toutes ces raisons, je lance un appel solennel à l'opposition pour l'entame immédiate de concertations qui devraient nous permettre, encore une fois dans le respect de l'ambition légitime de chaque parti, de conjuguer nos énergies au service du seul idéal qui vaille : la construction du Sénégal et de l'Afrique, dans un monde de concurrence impitoyable, un monde de la vitesse, où toute perte de temps, pour un individu comme un pays, peut être fatale.

Je suis, aujourd'hui, plus que jamais, disposé à œuvrer dans ce sens pour que, tous, nous puissions nous réunir autour de l'essentiel, car je suis convaincu que notre pays gagnerait à mettre à profit la totalité de ses ressources humaines, celles du pouvoir et celles de l'opposition, dans une synergie dynamique, où la conjugaison des complémentarités l'emporterait sur le jeu d'antagonismes souvent superficiels. C'est le gage de notre succès face aux paris historiques qui nous interpellent : la construction d'un Sénégal de paix et de prospérité, résolument tourné vers la conquête d'un avenir meilleur, partagé avec notre continent.

Mes chers compatriotes,

Comme vous le savez, j'accorde une priorité élevée au secteur de l'éducation auquel nous consacrons 40% du budget national.

Depuis cinq ans, nous avons engagé des efforts soutenus de construction massive d'infrastructures scolaires et de renforcement des effectifs du corps enseignant se traduisant par la réalisation de cinq cents collèges d'enseignement moyen, trente nouveaux lycées et quatre nouvelles universités scientifiques en cours de construction. Parallèlement, nous avons procédé au recrutement de 25.000 enseignants en quatre ans. Les efforts que voilà ont conduit à un relèvement sensible du taux brut de scolarisation, passé de 68,9% en 1999 à 79,9% en 2004, celui de la scolarisation au cycle élémentaire ayant atteint 82,5%.

Le fait marquant pour la rentrée 2005-2006 est que le nombre de filles inscrites au cours d'initiation (CI) est supérieur à celui des garçons.

Le gouvernement poursuivra une politique hardie dans le domaine de l'éducation au rythme de 300.000 inscrits chaque année, pour permettre à notre pays d'atteindre la scolarisation universelle dès 2010.

Grâce à la mise en œuvre du Programme national de la Case des Tout-petits, nous installons progressivement le préscolaire, qui était jadis l'apanage de quelques villes, au cœur de nos villages, pour donner la chance au plus grand nombre d'enfants, de s'ouvrir au monde moderne, en restant enracinés dans nos traditions.

Aujourd'hui, et je m'en félicite, le programme de la Case des Tout-petits se déroule dans 263 structures et comprend, outre ses aspects purement éducatifs, des volets touchant à la santé maternelle et infantile.

Je voudrais ici rendre un hommage appuyé au corps enseignant sénégalais, toutes catégories confondues.

Dans notre quête d'un Sénégal émergent, votre rôle comme acteurs principaux de l'éducation et de la formation, deux facteurs clefs pour des ressources humaines de qualité, demeure indispensable et vous place tout naturellement à la ligne de front.

Il en est de même pour le secteur de la santé, domaine dans lequel nous avons, cette année encore, enregistré des progrès significatifs, avec une nouvelle baisse du taux de prévalence du VIH/SIDA, qui se situe désormais à 0,7%.

Mais ce n'est pas pour autant qu'il faudra baisser la garde. Cette moyenne nationale, comparable à celle des pays développés, cache des disparités locales et sociologiques.

Tous ensemble, pouvoirs publics, leaders d'opinion, éducateurs et membres de la société civile, nous devons rester vigilants et mobilisés en famille, à l'école et en tout lieu approprié, pour contenir ce fléau des temps modernes.

Le gouvernement, en ce qui le concerne, poursuivra sans relâche la politique de prévention et de gratuite des médicaments anti-rétroviraux.

Mes chers Compatriotes,

L'administration de la justice en toute sérénité et indépendance est une condition essentielle de l'Etat de droit.

En tant qu'auxiliaire de justice de par ma profession, je mesure pleinement la place primordiale du système judiciaire, dans le dispositif institutionnel d'un Etat moderne, fondé sur les principes de liberté et de démocratie.

C'est dire que l'amélioration des conditions de vie et de travail des magistrats me tient particulièrement à cœur.

Voilà pourquoi, en cinq ans, le gouvernement a plus que doublé l'indemnité de judicature, tout en poursuivant les travaux du nouveau palais de justice.

Le gouvernement restera donc ouvert au dialogue et à la concertation pour trouver des solutions idoines aux doléances des magistrats.

Je suis dans les mêmes dispositions en ce qui concerne les avocats. Comme je l'ai indiqué récemment à la rentrée solennelle du Barreau, les entraves à un libre exercice de la profession seront levées. J'ai donné des instructions dans ce sens à Monsieur le Premier ministre et au ministre d'Etat, Garde des Sceaux,

ministre de la Justice, notamment pour un réexamen des conditions dans lesquelles les avocats s'entretiennent avec leurs clients, en particulier dans les prisons, pour une meilleure protection de leur statut et des droits et libertés du justiciable.

Mers chers compatriotes,

Au cours de l'année qui s'achève, la jeunesse sénégalaise, terreau fertile de notre nation, s'est encore illustrée de fort belle manière, en particulier aux championnats de basketball masculin et féminin ; performances remarquables qui nous valent deux places de vice-champions d'Afrique, qualificatives aux futures compétitions mondiales de la discipline. Je renouvelle à nos vaillants basketteuses et basketteurs, mes chaleureuses félicitations et j'encourage nos sportifs, toutes disciplines confondues, à prendre exemple sur eux dans les échéances futures.

Pour accompagner le mouvement sportif dans son épanouissement, j'ai décidé de la construction de onze stades à travers le pays en raison d'un par région, puisqu'au delà des performances individuelles, le pari de l'excellence se gagne aussi en amont dans des infrastructures de qualité.

En Afrique et dans le monde, notre diplomatie, dont je salue le dynamisme et l'esprit d'initiative, est restée au cœur de l'action et à l'écoute des pulsions de notre temps dans le respect de nos valeurs, de nos choix et de nos engagements. Notre candidature au Conseil de sécurité et la reprise de nos relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, pour ne citer que ces deux exemples, ainsi que le renforcement de notre réseau de représentations diplomatiques et consulaires, s'inscrivent bien dans cette dynamique. Il en est de même de notre politique de panafricanisme et de bon voisinage.

Je me réjouis en particulier de la décision historique que nous venons de prendre en accord avec la République sœur de Gambie pour la construction d'un pont sur le fleuve Gambie, ouvrage qui sera réalisé sous l'égide de l'OMVG. Ce pont sera, sans nul doute, un symbole de notre avenir commun avec nos frères et sœurs de la Gambie, et un trait d'union supplémentaire pour le peuple sénégalais déjà uni par les liens sacrés du sang qu'il convient à tout prix de raffermir et de renforcer, chaque jour davantage.

L'idéal du panafricanisme s'entretient aussi par la mise en commun de nos intelligences et de nos ressources à travers des projets continentaux comme la Grande muraille verte initiée par le président Olusegun Obasanjo et la promotion à l'échelle africaine de l'expérience sénégalaise des bassins de rétention qui bénéficie de l'appui de la France.

C'est la pertinence de nos choix et de nos engagements qui nous valent aussi la confiance de nos partenaires tant au plan bilatéral comme l'illustre notre éligibilité continue au Millennium Challenge Account et l'AGOA qu'au plan multilatéral.

Guidé par ses valeurs et ses convictions, notre pays continuera de joindre ses efforts à ceux de nos frères et sœurs du continent pour bâtir une Afrique forte et unie.

Je m'en vais conclure en priant avec vous pour un Sénégal de paix.

Paix en Casamance où le gouvernement reste fermement engagé dans les négociations avec le MFDC, sous la direction de son chef historique, l'Abbé Diamacoune Senghor parallèlement aux efforts de

reconstruction qui viennent de bénéficier de ressources additionnelles de 30 millions de dollars du Fonds africain de développement (FAD) au profit du Projet d'appui au développement rural en Casamance.

Paix enfin, dans nos foyers, dans nos cœurs et nos esprits pour un Sénégal uni et prospère.

Bonsoir et Dewenati.